

Lancement de l'Étude sur les risques d'inondation

Dossier de la rédaction de H2o
March 2013

Lancement de l'Étude de l'OCDE sur la gestion des risques d'inondation par débordement de la Seine et de ses affluents en Île-de-France

Jean Daubigny, préfet de Paris et de la Région Île-de-France, coordonnateur de bassin Seine-Normandie, a donné le coup d'envoi de l'Étude sur la gestion des risques d'inondation par débordement de la Seine et de ses affluents en Île-de-France, aux côtés de Rolf Alter, directeur de la gouvernance publique et du développement territoriale de l'Organisation de coopération et de développement économiques - OCDE, et de Frédéric Molossi, président de l'EPTB Seine Grands Lacs.

L'EPTB Seine Grands Lacs, en partenariat avec le ministère de l'Écologie et le Conseil régional d'Île-de-France, a mandaté l'OCDE pour étudier les politiques de gestion des risques d'inondation en Île-de-France afin de limiter l'impact économique d'un tel événement lorsqu'il adviendra. Cette étude est cofinancée à 40 % par l'État, 40 % par la Région Île-de-France et 20 % par l'EPTB Seine Grands Lacs.

Si une étude similaire a été réalisée en 1998 par l'EPTB à l'époque novatrice en son temps, elle n'avait pu aborder l'intégralité des conséquences des inondations, à savoir la vulnérabilité des réseaux franciliens comme les fragilités électriques, par exemple, ou encore les impacts macro-économiques. Or, ces informations se révèlent aujourd'hui décisives pour aider les acteurs concernés à améliorer leur propre capacité de résilience et donc celle du territoire francilien.

La métropole francilienne est fortement exposée au risque d'une inondation par débordement de grande ampleur de la Seine et de ses affluents, telle que celle de 1910. La première métropole économique d'Europe continentale pourrait subir des dommages très importants. Les récentes inondations dues à la tempête Sandy à New York, les inondations de 2011 à Bangkok, ou encore celles de Prague en 2002 ont démontré l'impact dévastateur que de tels événements pouvaient avoir sur le fonctionnement, le bien-être et l'économie des ensembles urbains.

Les dirigeants intervenants de l'Union ont pointé le besoin urgent de politiques de prévention appropriées capables de limiter les impacts socio-économiques - estimés à minima à 40 milliards d'euros - d'une crue de grande envergure. Ils ont souligné l'importance de la préparation face aux risques naturels et la nécessité de garantir des politiques

publiques qui reflètent les meilleures pratiques internationales pour accroître la résilience.

Cette réunion de lancement a permis de présenter la méthode "d'examen par les pairs" pratiquée à l'OCDE, qui permet d'examiner les politiques publiques d'un pays par une approche collaborative impliquant des experts et des pairs d'autres pays. Les résultats de cette étude devraient être présentés début 2014. Ils indiqueront les impacts socio-économiques d'une inondation de grande ampleur de la métropole francilienne et en analyseront les conséquences macroéconomiques. L'étude proposera aussi des recommandations et des pistes de réflexion pour développer des politiques publiques pour la prévention du risque d'inondation à court, moyen et long terme.

Frédéric Molossi, président de L'EPTB Seine Grands Lacs a assuré que l'institution s'attacherait pour sa part à mettre en œuvre les recommandations issues de l'étude OCDE relatives aux mesures de prévention.

EPTB Seine Grands Lacs

À